

APRÈS L'OFFENSIVE MÉDIATIQUE

L'OFFENSIVE DIPLOMATIQUE

Ce n'est un secret pour personne, la Mauritanie est déterminée à déployer tous les moyens en sa possession pour que lui soient livrés les putschistes du 8 juin 2003, maintenant qu'elle sait où ils sont.

Après avoir indexé du doigt les pays qui soutiennent et arment Saleh Ould Hannena, Mohamed Ould Cheikhna et leurs hommes, en affirmant que "ces militaires et six autres ressor-

tissants mauritaniens ont trouvé refuge dans la capitale burkinabé avec l'aide de Moustapha Chavi, le conseiller le plus proche du président burkinabé, Blaise Compaoré", la Mauritanie passe à la vitesse supérieure en engageant une offensive diplomatique sans précédent. Comme quoi la leçon a été bien tirée des événements 89 où elle avait été piégée par son manque de communication. Cette campagne médiatique internationale,

doublée d'une déclaration faite par le porte-parole du Gouvernement le jeudi après-midi, alors qu'il rentrait à peine de congé, dans laquelle il déclare que "le Burkina Faso est légalement tenu d'extrader les auteurs de la dernière tentative de coup d'Etat manqué", jette le discrédit sur les relations des deux pays; la Mauritanie ayant choisi le langage américain de "ou tu es avec moi, ou tu es contre moi."

suite en page 3

APRÈS L'OFFENSIVE MÉDIATIQUE

L'Offensive diplomatique

En effet, M. Hamoud Ould Abdi citera plusieurs cas de déstabilisation de pays voisins et amis imputés au Burkina-Faso, notamment en Côte d'Ivoire, au Libéria, en Guinée, en Sierra Léone, en Angola, au Togo, dans la région des Grands Lacs. Rappelant la Convention d'Antananarivo du 12 septembre 1961 signée par la Mauritanie et le Burkina Faso, le Porte-parole du Gouvernement affirmera que "nous avons envoyé aux autorités burkinabé les dossiers et informations nécessaires ainsi que le mandat d'arrêt international enjoignant au Burkina Faso de remettre à la justice mauritanienne les sieurs Saleh Ould Hanena, Mohamed Ould Cheikhna et Moustapha Limam Chavii."

Ainsi, les messagers du Président

Ould Taya sillonnent-ils à présent l'Afrique pour réitérer les accusations contre le Burkina Faso et la Libye pour souhaiter que soient appliqués les textes de l'Union Africaine sur la sérénité des relations entre Etats et l'entraide respectée et renforcée au détriment des coups d'Etat et des putschs.

Qu'il s'agisse de M. Dah Ould Abdel Jelil, ministre Secrétaire Général de la Présidence de la République dépêché au Ghana et au Togo, de M. Baba Ould Sidi, ministre de la Défense envoyé au Niger, en République de Guinée et en Côte-d'Ivoire, l'offensive diplomatique mauritanienne a placé la barre très haut : "le Burkina Faso n'a que deux choix: livrer les auteurs de ce coup qui sont sous le coup d'un mandat d'arrêt international depuis 2003, ou continuer ses agressions contre notre pays", dira

M. Baba Ould Sidi.

Au sortir d'une audience que lui a accordé le président Ivoirien, le ministre de la Défense ira plus loin en disant "actuellement le Burkina-Faso demande une enquête pour prouver que les putschistes de Mauritanie ne sont pas chez lui. Alors que nous, nous avons des informations sûres et irréfutables qu'ils viennent de changer de domicile après la dernière tentative, escortés par la garde présidentielle burkinabé."

Pourtant, lors d'un entretien le 20 août dernier avec le président burkinabé, Blaise Compaoré, M. Baba Ould Sidi affirme avoir "demandé l'extradition de ces criminels qui étaient entrés au Burkina Faso par le Niger et le Mali".

Mais au-delà de ce dynamisme de la diplomatie mauritanienne qui focalise l'opinion publique et attise son senti-

ment patriotique pour suivre les rebondissements de cette affaire, le Pouvoir se doit d'instaurer un dialogue responsable et constructif avec tous les acteurs politiques.

Cela est d'autant plus vrai qu'il doit se sentir fort, maintenant qu'il est sorti de la crise née des arrestations des militaires, grâce aux aveux obtenus d'une part et d'autre part grâce aux preuves qu'il a avancées sur le Burkina Faso et surtout parce que le pouvoir n'avait aucun intérêt à créer une crise sous régionale.

Certes, l'Opposition continue de crier au faux et ne veut pas le suivre bien qu'il lui ait fourni les preuves qu'elle exigeait pour justifier ces arrestations au sein de l'Armée. Mais qu'à cela ne tienne, le Pouvoir aura beaucoup à gagner s'il se laisser aller au dialogue. En brisant cette glace, il forcera l'estime de l'opinion nationale, resserrant les rangs derrière lui pour se prémunir contre le potentiel danger extérieur et mettra la balle dans le camp de l'Opposition.

MOHAMED OULD KHATTAT